

LE 5 D D 18/11/22

Grève contre la réforme des lycées professionnels : les syndicats dénoncent l'augmentation du temps de stage

Ce jeudi, de nombreux lycées professionnels étaient fermés à l'appel d'une grande partie des syndicats d'enseignants de ces établissements. En cause : un projet de réformes voulu par Emmanuel Macron. Une des mesures ne passe pas, celle de l'augmentation prévue du temps de stage d'au moins 50 %.

Samuel Azemard avec AFP 17/11/2022 à 19:47, Mis à jour le 17/11/2022 à 20:26



Mobilisation lors de la journée de grève du 18 octobre 2022. © UGO AMEZ/SIPA

Professeurs et lycéens sont en colère et le font savoir. Ce jeudi, de nombreux lycées professionnels se sont mis en grève et ont donc fermé leurs portes. Cette initiative vient d'une rare alliance intersyndicale, l'appel a été lancé par huit organisations, dont les principaux syndicats du secteur. Seul le Sgen-CFDT s'est désolidarisé du mouvement. Ils dénoncent un projet de réformes voulu par le président de la République, Emmanuel Macron, comme le souligne l'AFP. Projet au sein duquel une mesure est particulièrement critiquée : l'augmentation prévue du temps de stage d'au moins 50 % qui réduirait les heures d'enseignement général. Une première journée de mobilisation suivie par de nombreux enseignants de la voie pro avait eu lieu [le 18 octobre](#) .

À Paris, le cortège, composé de 3000 personnes selon les organisateurs, s'est élané vers 14 heures de la place de la Sorbonne, en direction du ministère de l'Éducation nationale, a constaté une journaliste de l'AFP. Selon les chiffres du ministère de l'Éducation nationale, le taux de grévistes à la mi-journée atteignait 8,84 % dans les lycées professionnels. Une baisse de 14,16 % par rapport au premier mouvement des syndicats du secteur.

« On en a marre de la galère »

Toujours dans la capitale, des « lycées pro en colère, on en a marre de la galère » ou encore « les gamins des quartiers populaires ne sont pas de la main d'oeuvre pour actionnaires » étaient scandés par les enseignants, élèves et élus. Tandis que sur une banderole de tête, on pouvait lire : « pour l'avenir des élèves de la voie professionnelle, non à la casse des lycées pros », comme le souligne l'AFP. Jérôme Fournier, secrétaire national du SE-Unsa présent dans le cortège parisien, déclare à l'AFP que « l'objectif aujourd'hui c'est de mobiliser et faire pression sur le gouvernement pour qu'il entende et qu'il revienne en arrière sur les projets qui sont annoncés ».

« Mettre les jeunes au boulot au détriment de leurs diplômes »

Sur [France Info](#), la co-secrétaire générale du SNUEP, Sigrid Girardin, a évoqué les risques d'un tel projet de réformes pour les jeunes. Selon elle, les élèves risquent de « ne pas avoir les outils d'une formation initiale solide pour pouvoir évoluer dans leur carrière ou changer de métier. » Car même si certaines entreprises forment correctement leurs stagiaires, d'autres les assignent à des tâches moins intéressantes.

« Aujourd'hui, si on veut résumer cette réforme, c'est mettre les jeunes au boulot au détriment de leur certification et de leurs diplômes », explique-t-elle. Mais d'après Sigrid Girardin, « un diplôme est toujours un rempart contre les risques du chômage ». « Plus on est diplômés, plus on est maintenus en emploi », affirme-t-elle.

Quatre groupes de travail

Depuis un mois, la ministre déléguée chargée de l'Enseignement et de la Formation professionnels, Carole Grandjean, a lancé « quatre groupes de travail » sur cette réforme. Ils sont composés des représentants syndicaux, des régions, des parents d'élèves, des établissements, des entreprises ou encore des collectivités. Ils doivent se réunir jusqu'aux vacances de Noël, avant des conclusions fin février et une deuxième phase de construction de la réforme ensuite. Mais les principaux syndicats, Snetaa-FO, la CGT et le SNUEP, n'ont pas souhaité y prendre part, dénonçant « une réforme imposée de manière autoritaire et pyramidale », explique l'AFP.